

[fr](#) | [de](#)

[Press release](#) | 26.06.2013

Politique Agricole Commune

la réforme entérine la politique du chacun pour soi imposée par les Etats membres

Réagissant aujourd'hui sur le projet de réforme de la Politique Agricole Commune (PAC), **José BOVE**, (Verts/ALE) vice président de la commission de l'agriculture du PE a estimé que:

"C'est un triste jour pour l'Europe. L'esprit de la Politique Agricole Commune a disparu. Les Chefs d'Etats et de gouvernement ont tourné une page en autorisant ni plus ni moins une renationalisation de la PAC. Les Etats membres ont gagné contre l'idéal communautaire de solidarité et d'égalité: c'est la politique du chacun pour soi qui l'emporte.

Les propositions de 2011 du Commissaire Dacian Ciolos ont été rabotées et vidées de leur sens. Les mesures de verdissement ont pratiquement disparu. Elles sont laissées à l'appréciation des Etats membres qui les rendront les moins contraignantes possible. La rotation obligatoire des cultures, proposée par le groupe des Verts au Parlement européen n'a jamais été sérieusement prise en considération. Elle était pourtant en mesure de réduire notre dépendance vis-à-vis des importations de soja en provenance d'Amérique du sud, d'améliorer la qualité des sols et de réduire l'utilisation d'engrais, ainsi que de rétablir notre balance commerciale. C'était la mesure centrale pour commencer à sortir du modèle agro-industriel. Le lobby de l'agro-industrie a remporté la partie en permettant de continuer la monoculture sur 80% de la surface des exploitations. Des entreprises comme 'Cargill' vont pouvoir continuer à faire des profits colossaux en important du soja, sur le dos des éleveurs qui mettent la clé sous la porte les uns après les autres.

Le plafonnement des aides fixé par le Parlement européen à un niveau déjà faramineux et scandaleux de 300 000 euros n'est même pas pris en compte. Il ne concernait pourtant que 35 000 exploitations agricoles en Europe sur 13 millions. Les Etats membres ne sont pas tenus de l'appliquer. Ils organisent ainsi la concurrence interne en favorisant les accapareurs de terre qui pourront racheter leur voisin en faillite avec le soutien de l'argent des contribuables.

La convergence des aides entre les pays et les paysans a été foulée aux pieds. Les grands céréaliers se frottent

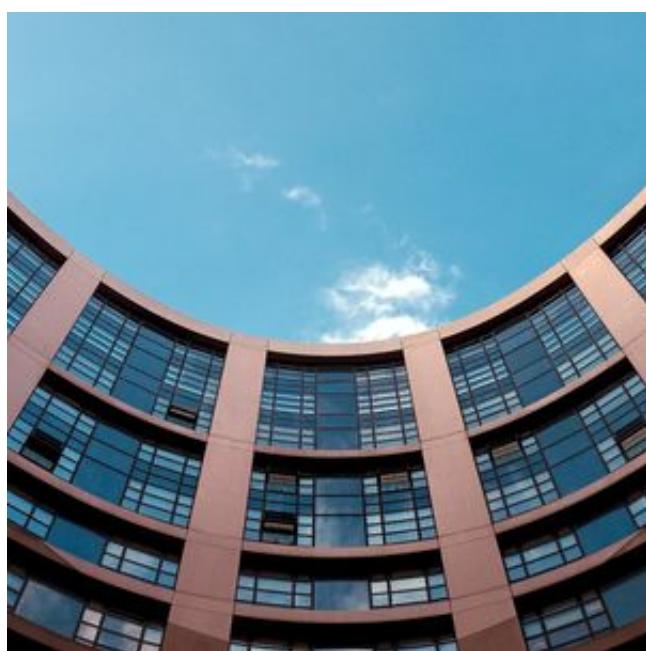
les mains. Le pactole qu'ils touchent chaque année est ainsi préservé. Il ne pourra pas être réduit de plus de 30% d'ici à 2020.

Tant qu'aucun accord n'aura été trouvé sur le budget européen pour les 7 prochaines années, il est absolument inconcevable de finaliser une politique agricole sans même connaître les montants qui lui seront attribués notamment pour ce qui concerne le Développement Rural. J'espère de tous mes vœux que le Parlement européen réagira cet automne en refusant de voter en seconde lecture une réforme de la PAC socialement injuste, écologiquement intenable, économiquement stupide, et politiquement dangereuse."

Recommended

News

@david-leveque



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 9 to 12 February](#)

Press release

© Patrick Laverdant



[EU-Mercosur](#)

09.01.2026

News

©nobutz/pixabay



[PLENARY FLASH: Greens/EFA Priorities 15 to 18 Decembe...](#)

15.12.2025

News

Robert Emperley (CC BY-SA 2.0)



[PLENARY FLASH : Greens/EFA Priorities 24 to 27 November 2025](#)

25.11.2025

Responsible MEPs



José Bové

Member

Please share

•[E-Mail](#)